

<https://www.snetap-fsu.fr/Democratie-en-danger.html>



# Démocratie en danger ?

- Nos Actions - Le SNETAP-FSU dans les instances - Comité Social d'Administration Ministériel (CSA M) -

Date de mise en ligne : mardi 7 octobre 2025

---

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

---



## CSAM 7 octobre 2025

A Madame la Ministre démissionnaire pour la troisième fois !

Une énième séquence politique dangereuse pour la démocratie.

L'Élan commun aurait pu reprendre les Unes des presses nationales et internationales pour illustrer le moment politique et le spectacle qui nous sont offerts ! On ne perdra pas ce temps.

Après une attente de plusieurs semaines pour connaître la constitution du gouvernement, après une annonce dominicale de fin d'après-midi, rebondissement : quelques heures après la nomination (14 heures pour être exact) quand le gouvernement annonce sa démission. Et comme si cela ne suffisait pas, le président Macron "renomme" le premier ministre démissionnaire pour que ce dernier mène d'ultimes négociations sur une "plateforme d'actions et de stabilité" (sic) d'ici mercredi soir. Tout cela ressemble à un numéro de cirque, un numéro d'équilibriste dangereux pour notre démocratie. Comment chercher la stabilité en deux jours quand depuis des années ce gouvernement mène à l'instabilité politique, sociale, économique, démocratique ?

Et pendant ce temps Madame la Ministre démissionnaire, que dites-vous aux agent.es des SIVEP qui perdent leur emploi ? Que dites-vous aux agent.es des établissements d'enseignement agricole qui enseignent le fait démocratique, la citoyenneté, les valeurs de la République ? Que dites-vous aux agent-es qui sont mal mené-es, menacé-es, agressé-es, mal payé-es, mal considéré-es, attaqué-es parce qu'elles et ils ne peuvent plus exercer leurs missions de service public parce les gouvernements successifs auxquels vous avez accepté de participer ne lui donnent plus ou plutôt ne lui ont jamais donné les moyens de le faire ?

Que dites-vous aux représentant.es des personnels qui siègent dans les instances pour le collectif et la défense des droits des travailleur-ses ?

L'Élan commun s'est interrogé sur sa participation ou non à cette instance. Nous avons décidé de siéger parce que l'heure est grave et que vous devez entendre notre profonde grande inquiétude. Cette séquence politique d'une durée indéterminée explique toutefois, qu'en responsabilité, nous vous interrogeons aujourd'hui sur la pertinence de la poursuite de certains travaux, à titre d'exemple celui sur la GPEEC C de demain, alors ?

La seule chose qui est sûre c'est qu'il est plus que temps que le pouvoir politique ou ce qu'il en reste daigne écouter enfin la colère sociale et les milliers de citoyen-nes venu-es la clamer lors des mouvements des 10 et 18 septembre et du 2 octobre dernier. Nous ne nous contenterons pas de ministres qui valsent et qui entre deux numéros gèrent les affaires courantes. L'Élan commun a une autre image de la politique et de la démocratie.